Bulletin
Œcuménique
Paraît 8 fois par an
Avril

?
N° 3
1993
Interrogation

Le silence

Je n'en croyais pas mes yeux: La presse indiquait que Le Nouveau catéchisme de l'Eglise catholique justifiait la peine de mort! Perplexe, je vérifiai dans le texte... C'était vrai, «dans les cas d'une extrême gravité». Une de mes amies catéchiste renchérit: «mais l'Eglise l'a toujours justifiée!». Je tombais de haut. Alors toutes ces déclarations sur la dignité de la personne, la vie sacrée du fœtus, les droits de l'homme? Je me lancai fébrilement dans la lecture de l'histoire de l'Eglise: dès Constantin et à sa suite, les théologiens les plus célèbres suivaient souvent les coutumes barbares de leur époque. Des voix minoritaires s'élevèrent certes, dont la déviation ne se faisait pas sans risques.

Il est vrai que ce n'est que très récemment que la peine de mort a été abolie dans nos pays. Pourtant même les Chambres fédérales, dont la lourdeur et le conservatisme sont souvent décriés ont fini par l'éliminer jusque dans le code pénal militaire. Et voilà que «l'Autorité morale» remet ca! Quel témoignage face à nos frères sceptiques... «Le Monde» a publié des réactions de chrétiens courageux, dont celle d'un évêque. Chez nous je n'ai enregistré au mieux, qu'indifférence complice ou découragée, au pire, explications alambiquées, mais aucune protestation: le silence. Il est vrai que cette question est traitée parmi 2864 autres articles. Heureusement, il nous reste l'Evangile.

Jean-Denis Renaud

Le Monde, mardi 12 janvier 1993

LIVRES

Nécessaire Afrique

Pour les Européens, il n'y a pas que de mauvaises raisons de s'intéresser à l'Afrique. Mais lui apporter l'aide efficace dont elle a besoin est une rude tâche

POUR UNE NOUVELLE ALLIANCE AFRIQUE-EUROPE
du Groupe Nobil
Futuribles, 125 pages, 100 F.

« Ce document a été réalisé par un groupe d'experts connaissant bien l'Afrique noire qui refusent d'admettre le scénario de l'inacceptable. » Au moment où la corne du continent résonne de l'opération onuso-américaine à strapontins français, « Rendre l'espoir », il n'est pas inutile de suivre les auteurs (parmi lesquels Edmond Jouve, Maurice Lambiotte, Christian Saint-Etienne) dans leur vision d'une « nouvelle alliance » entre l'Afrique et l'Europe.

Pourquoi s'intéresser encore à cette région du monde où la production par tête *« diminue d'année en année »*, dont les échanges comptent pour 1 % à peine du commerce mondial ? Comment croire au développement d'une Afrique qui, hormis le paroxysme des drames somalien ou libérien, saigne de plaies précisément décrites : une économie ravagée, une démographie explosive, des carences sociales criantes, un environnement en rapide dégradation et, enfin, ce que les auteurs appellent la *« mal administration »* doublée d'un Etat de non-droit.

Malgré ces calamités, lit-on dans ce petit livre d'espoir concentré, l'Afrique n'est pas perdue. *« Elle possède des atouts : sa situation géographique, ses matières premières, ses ressources énergétiques, son potentiel agricole, ses hommes, sa culture qui a déjà influencé la chorégraphie, la musique et la peinture européennes. »* On ne saurait le nier, même si les produits de base sont en pleine crise, la rente pétrolière mal gérée et le plus souvent détournée, l'agriculture un monumental gâchis faute de soutiens aux paysans, la culture un don aussi prodigieux que difficilement convertible en programme de développement durable.

Si un partenariat avec l'Afrique est nécessaire, croient les auteurs, c'est qu'elle est *« la terre d'élection d'amitiés renforcées. Or l'Europe ne peut vivre sans amis. »* Un argument recevable mais insuffisant. D'où les tentatives pour montrer en quoi le Vieux Continent a besoin du monde noir. Craignant *« une partie de go »* avec l'islam, l'Europe *« cherche à conforter sa position militaire en ayant des bases pour d'éventuelles interventions au sud des pays maghrébins, dans la frange des Etats sub-sahariens ».* Et d'ajouter : *« Cette politique de l'étau est largement encouragée par les autres puissances internationales qui délèguent à l'Europe le soin d'assurer la veille et la stabilité militaires dans cette région. »*

SURPRODUCTION ● Sera-t-on convaincu par une telle analyse quand on voit les Etats-Unis prendre pied dans une Afrique « orpheline du marxisme » ? Sous le titre « Le rôle des Etats-Unis et des Nations unies », on peut lire que Washington a *« intérêt à faire travailler l'Europe en lui imposant la charge d'une aide (humanitaire, militaire, économique et technique) permettant à l'Afrique de maintenir un niveau d'existence minimal ».* Le débarquement des *marines* à Mogadiscio est loin de ce partage des rôles. Quant à l'Europe, elle se voit assigner par les auteurs *« d'aider l'Afrique sous la forme d'échanges réciproques et bien compris »*, tout en négociant auprès des Etats-Unis l'aide qu'elle apporte *« en les menaçant continuellement de la faire cesser »* ... Pareille formule, là encore, rend peu compte du rapport de force actuel. On peut aussi s'étonner que des experts avertis de l'Afrique mettent en avant l'enjeu de produits de base pour justifier l'intérêt de l'Europe.

Celle-ci, écrivent-ils, *« était saisie par un phénomène économique majeur : l'accroissement irrépressible de la consommation. Cette élévation du niveau de vie (...) pose de manière renforcée le problème des besoins européens en matières premières. »*

Parler de *« rareté à venir »* rendant l'exploitation de ces gisements *« indispensable »* est une vue de l'esprit. La sécurité des approvisionnements des Douze, hormis quelques rares métaux des régions australes (le platine) ne passe guère par l'Afrique, et la surproduction mondiale, aggravée par les ventes à tout va de l'ex-Union soviétique, affaiblit encore cette affirmation. Il est avéré que les économies industrielles consomment des quantités moindres de matières premières ; laisser croire le contraire aux Africains pourrait leur coûter cher en nouveaux espoirs déçus.

Plus convaincante est en revanche l'idée *« de confier en Europe, à une même autorité financière de coordination, les domaines de la coopération et du commerce avec l'Afrique ».* Les auteurs proposent de fiscaliser les matières premières écoulées par le continent pour lui reverser ensuite les sommes prélevées à titre d'aide.

Il resterait, et la tâche est énorme, à remettre l'Afrique sur les voies du développement. Les méthodes de gouvernement et de gestion, la formation des hommes, la recherche, les infrastructures et le financement, il convient de tout réviser dans une perspective d'efficacité, mais aussi de respect des identités africaines . La tâche est rude. D'autres s'y sont vainement attelés. Une nouvelle alliance entre l'Europe et le continent noir vaut mieux que rien. Même si le rien des mesures décrites arrive avec un retard de trente ans.

Eric Fottorino

M'enfin madame

par Gilbert Zbären

J'y comprends plus rien,
Pourquoi ils ont pas voulu
La première dame
Mais ils ont voulu la deuxième
Pour plus voir la première

Et pis pourquoi ils avaient dit
A tous leurs amis
De venir devant
Pour crier ce qu'ils voulaient

Quand ils l'ont dit, ils ont pas voulu entendre
Ils disaient après dans le poste
Que c'étaient pas des manières
Que le peuple devait se taire
Pour que les représentants
Puissent faire "dinguement"
Leur travail
Y-en a même qui ont dit
Qu'ils voulaient renoncer de faire de la magie.

M'enfin
pourquoi le Jean-Pascal Felber
Il veut plus jouer avec des Lamura,
Et qu'il faut une femme.
D'ailleurs après on veut pas qu'ils jouent ensemble
Et on lui donne l'ancien président Cotti.

M'enfin
Moi j'ai de la peine à suivre
Mais ça m'a quand-même donné des idées !
Pourquoi y-a qu'une femme qui peut visiter
Le conclave féodal ?
Paraît qu'elles font peur
Qu'elles connaissent mal les règles du jeu
Et qu'il va falloir tout se dire
Plutôt que de ne pas se comprendre à mi-mot
Ou avec du bois

M'enfin c'est vrai
Ces trucs là c'est pas pour le peuple
C'est plus compliqué qu'on croit
Même moi m'enfin...

Mais cette fois
Y's'ont bien fait de prendre leur temps
Pour que chacun puisse bien comprendre
Ils ont même été d'accord
De laisser décamper

M'enfin à moi
Ça m'a permis de comprendre
Pourquoi la nouvelle
Directrice des PTT
C'est Ruth Brunner.



Le Monde, mardi 12 janvier 1993

LIVRES

Nécessaire Afrique

Pour les Européens, il n'y a pas que de mauvaises raisons de s'intéresser à l'Afrique. Mais lui apporter l'aide efficace dont elle a besoin est une rude tâche

POUR UNE NOUVELLE ALLIANCE AFRIQUE-EUROPE
du Groupe Nobil
Futuribles, 125 pages, 100 F.

« Ce document a été réalisé par un groupe d'experts connaissant bien l'Afrique noire qui refusent d'admettre le scénario de l'inacceptable. » Au moment où la corne du continent résonne de l'opération onuso-américaine à strapontins français, « Rendre l'espoir », il n'est pas inutile de suivre les auteurs (parmi lesquels Edmond Jouve, Maurice Lambiotte, Christian Saint-Etienne) dans leur vision d'une « nouvelle alliance » entre l'Afrique et l'Europe.

Pourquoi s'intéresser encore à cette région du monde où la production par tête *« diminue d'année en année »*, dont les échanges comptent pour 1 % à peine du commerce mondial ? Comment croire au développement d'une Afrique qui, hormis le paroxysme des drames somalien ou libérien, saigne de plaies précisément décrites : une économie ravagée, une démographie explosive, des carences sociales criantes, un environnement en rapide dégradation et, enfin, ce que les auteurs appellent la *« mal administration »* doublée d'un Etat de non-droit.

Malgré ces calamités, lit-on dans ce petit livre d'espoir concentré, l'Afrique n'est pas perdue. *« Elle possède des atouts : sa situation géographique, ses matières premières, ses ressources énergétiques, son potentiel agricole, ses hommes, sa culture qui a déjà influencé la chorégraphie, la musique et la peinture européennes. »* On ne saurait le nier, même si les produits de base sont en pleine crise, la rente pétrolière mal gérée et le plus souvent détournée, l'agriculture un monumental gâchis faute de soutiens aux paysans, la culture un don aussi prodigieux que difficilement convertible en programme de développement durable.

Si un partenariat avec l'Afrique est nécessaire, croient les auteurs, c'est qu'elle est *« la terre d'élection d'amitiés renforcées. Or l'Europe ne peut vivre sans amis. »* Un argument recevable mais insuffisant. D'où les tentatives pour montrer en quoi le Vieux Continent a besoin du monde noir. Craignant *« une partie de go »* avec l'islam, l'Europe *« cherche à conforter sa position militaire en ayant des bases pour d'éventuelles interventions au sud des pays maghrébins, dans la frange des Etats sub-sahariens »*. Et d'ajouter : *« Cette politique de l'étau est largement encouragée par les autres puissances internationales qui délèguent à l'Europe le soin d'assurer la veille et la stabilité militaires dans cette région. »*

SURPRODUCTION ● Sera-t-on convaincu par une telle analyse quand on voit les Etats-Unis prendre pied dans une Afrique « orpheline du marxisme » ? Sous le titre « Le rôle des Etats-Unis et des Nations unies », on peut lire que Washington a *« intérêt à faire travailler l'Europe en lui imposant la charge d'une aide (humanitaire, militaire, économique et technique) permettant à l'Afrique de maintenir un niveau d'existence minimal »*. Le débarquement des *marines* à Mogadiscio est loin de ce partage des rôles. Quant à l'Europe, elle se voit assigner par les auteurs *« d'aider l'Afrique sous la forme d'échanges réciproques et bien compris »*, tout en négociant auprès des Etats-Unis l'aide qu'elle apporte *« en les menaçant continuellement de la faire cesser »* ... Pareille formule, là encore, rend peu compte du rapport de force actuel. On peut aussi s'étonner que des experts avertis de l'Afrique mettent en avant l'enjeu de produits de base pour justifier l'intérêt de l'Europe.

Celle-ci, écrivent-ils, *« était saisie par un phénomène économique majeur : l'accroissement irrépressible de la consommation. Cette élévation du niveau de vie (...) pose de manière renforcée le problème des besoins européens en matières premières. »*

Parler de *« rareté à venir »* rendant l'exploitation de ces gisements *« indispensable »* est une vue de l'esprit. La sécurité des approvisionnements des Douze, hormis quelques rares métaux des régions australes (le platine) ne passe guère par l'Afrique, et la surproduction mondiale, aggravée par les ventes à tout va de l'ex-Union soviétique, affaiblit encore cette affirmation. Il est avéré que les économies industrielles consomment des quantités moindres de matières premières ; laisser croire le contraire aux Africains pourrait leur coûter cher en nouveaux espoirs déçus.

Plus convaincante est en revanche l'idée *« de confier en Europe, à une même autorité financière de coordination, les domaines de la coopération et du commerce avec l'Afrique »*. Les auteurs proposent de fiscaliser les matières premières écoulées par le continent pour lui reverser ensuite les sommes prélevées à titre d'aide.

Il resterait, et la tâche est énorme, à remettre l'Afrique sur les voies du développement. Les méthodes de gouvernement et de gestion, la formation des hommes, la recherche, les infrastructures et le financement, il convient de tout réviser dans une perspective d'efficacité, mais aussi de respect des identités africaines . La tâche est rude. D'autres s'y sont vainement attelés. Une nouvelle alliance entre l'Europe et le continent noir vaut mieux que rien. Même si le rien des mesures décrites arrive avec un retard de trente ans.

Eric Fottorino

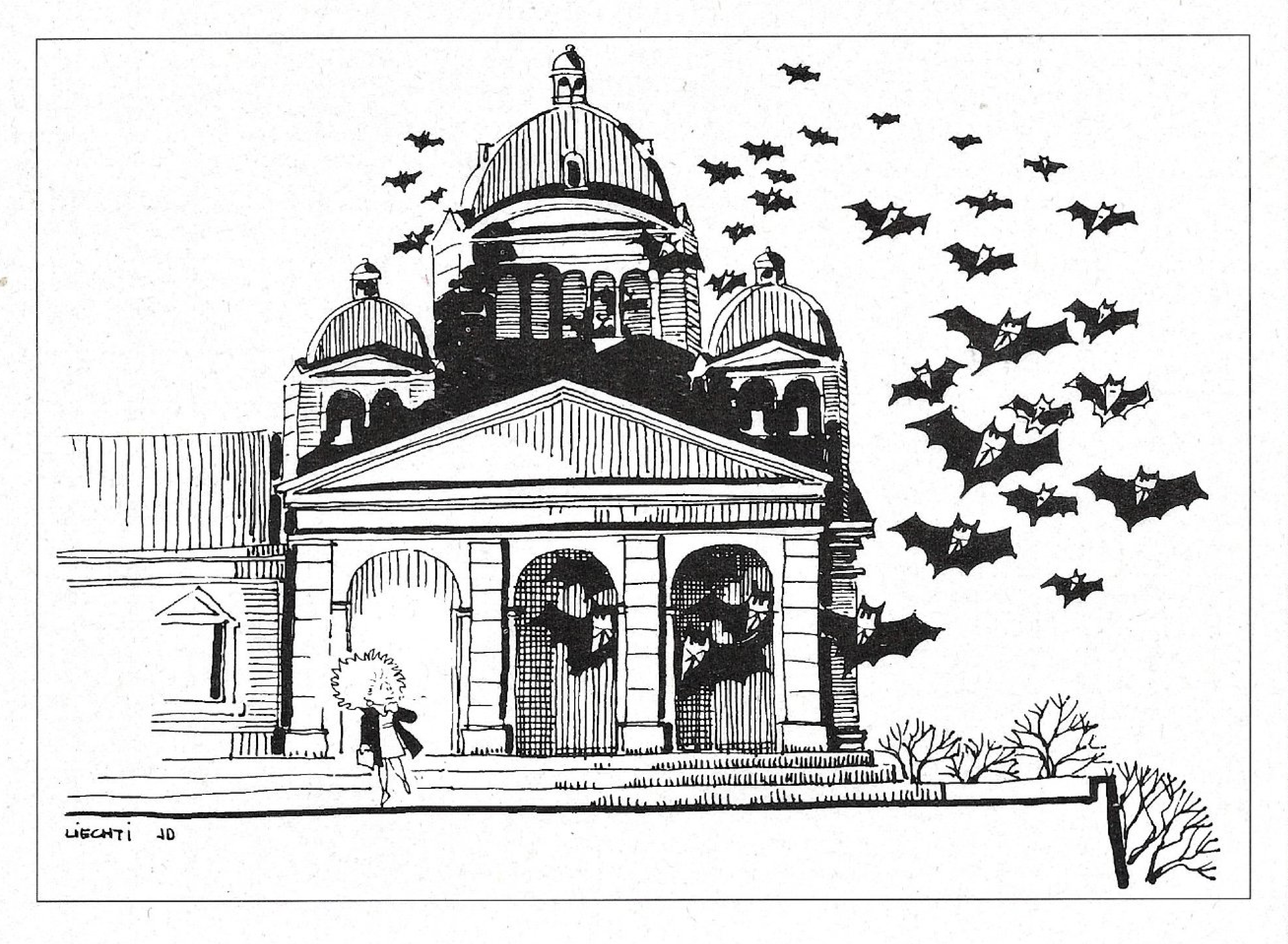
par Emmanuelle Wyss

Ça y est, on l'a, notre Conseillère fédérale. Mais ce fût dur!

Je glisserai sur les péripéties de cette semaine folle et sur la gamme d'émotions qui m'ont submergée ce mercredi 10 mars devant ma TV - je n'étais même pas sur la place à Berne - entre les courses (au pas de course pour ne rien rater!) et le repas de midi; de la consternation au soulagement en passant par la colère!

Ce qui me reste de cette tempête? De M. Matthey, qu'il pourra de nouveau dormir tranquille. C'est bien. De Christiane Brunner, une immense leçon de courage, de dignité, de solidarité. Une femme avec un sacré cran, - la force tranquille- et une capacité d'affronter les difficultés, qui m'a impressionnée. Pas facile, mais elle a tenu le coup, jusqu'à cette superbe explosion: «Messieurs, vous êtes enfermés sous cette coupole où le soleil ne pénètre pas, vous faites une politique d'hommes, poussiérieuse, étrangère au peuple. Et cette politique, je vous la laisse, je me retire de votre jeu!» . Magnifique! Dommage que ce ne soit pas le texte dans son intégralité, c'est de mémoire. Elle a encore tenu le coup jusqu'à la place, où elle a dû faire accepter par les femmes rassemblées autour d'elle, une Ruth Dreifuss reçue par des visages fermés, hostiles et même quelques huées. Et Christiane-soleil de leur expliquer, de m'expliquer que c'était quand même une victoire, la victoire des femmes. Ouf!

Ça m'a fait chaud au coeur d'entendre une Conseillère fédérale mentionner dans son premier discours que la maternité et l'égalité hommes-femmes est un de ses chevaux de bataille; avouez, c'est quand même la première fois que ça arrive! Avec du recul, pourtant, je ressens un peu de déception à voir Ruth Dreifuss «moins différente» que Christiane Brunner, de ce monde politique. Plus adaptée, plus à l'aise... et je comprends ce que l'Assemblée fédérale n'aimait pas chez la candidate Brunner: elle faisait tache (de couleur!), elle dérangeait, elle faisait «popu» avec ses cheveux mal disciplinés et ses broches fantaisistes! Et alors, comme elle en était un peu trop imprégnée, ils ne l'ont pas voulue... Je reste un peu triste de m'être sentie ainsi rejetée par nos représentants!



La Liberté, 19.2.93

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Une expansion qui se heurte au pouvoir des Occidentaux

Cette banque dont les Africains sont très fiers prouve à sa manière, avec ses résultats enviables, que le continent noir n'est pas condamné à l'échec.

De toutes les institutions financières multilatérales (Banque mondiale, Fonds monétaire international) intervenant en Afrique, la Banque africaine de développement (BAD) est la seule qui réalise les transferts nets positifs de ressources: 1,4 milliard de dollars en 1991. L'an dernier, elle s'est engagée sur des prêts et des dons de plus de 3,5 milliards de dollars à ses pays membres. L'exercice comptable est positif et son portefeuille de placements dépasse 2,2 milliards de dollars.

TENSIONS

De quoi pavoiser! Les différents marchés financiers, New York, Tokyo, Londres, Paris, Zurich ou Genève, lui témoignent une solide confiance. Elle bénéficie de la cotation «AAA» de trois agences Moody's, Fitch Investors et Standard Poor's, chargées de noter les institutions financières. En vertu de quoi, en 1991, la BAD a mobilisé 1,4 milliard de dollars sur les principaux marchés financiers.

Mais ce succès cache mal les tensions parmi les actionnaires au sein de la BAD. D'un côté, 51 pays africains – les régionaux (64,34% des actions) – soucieux d'accroître le rôle de la banque dans le développement du continent et, de l'autre, les 25 pays développés – les non-régionaux (35,66%) – inquiets de l'accroissement des activités de la banque. De fait, la BAD est la seule institution financière internationale échappant à leur contrôle. Les deux autres banques de développement régionales, d'Asie et d'Amérique latine sont sous tutelle japonaise et américaine respectivement.

L'assemblée générale en juin 1992, tenue dans la capitale sénégalaise, a mis à nu l'existence de l'antagonisme. Il y était question du troisième programme quinquennal (1992-1996) pour l'Afrique. Le précédent programme (1986-1991) avait vu l'engagement de quinze milliards de dollars et les pays africains entendaient naturellement poursuivre ce rythme. «Pas question», ont dit en chœur les pays occidentaux qui voulaient plutôt adopter une politique plus conservatrice: face à la situation économique catastrophique des économies africaines, la BAD ferait mieux de consolider les actions en cours. Les Occidentaux, qui financent l'essentiel du Fonds de développement, ont gagné et le programme a été voté avec une somme de dix milliards seulement. Selon «Africa Confidentiel», le comité directeur a évité un vote pour ne pas consacrer la division sournoise.

ACTION AUDACIEUSE

Par ailleurs, les non-régionaux ne cessent d'attirer l'attention sur les arriérés accumulés sur la souscription au capital et sur les prêts des pays débiteurs. En décembre 1991, les redevances s'élevaient à 230 millions de dollars. Or, une action audacieuse visant à liquider les créances du Zaïre (97 millions de dollars) en les cédant à une banque belge, a été court-circuitée à la dernière minute. Il était prévu que cette banque belge prélèverait sa mise sur les ventes zaïroises de cuivre. Selon «Jeune Afrique», ce revirement s'explique sans doute par de nombreuses pressions des autorités belges et françaises pour maintenir le Zaïre au ban de la communauté internationale.

La France reproche à la BAD d'avoir repris les filiales de la BCCI au Togo, en Côte-d'Ivoire, au Senegal et au Niger. Pour la direction de la BAD, ces filiales étaient solvables et de plus, elles participent fortement au financement du commerce intra-africain. Les critiques n'ont pas empêché Paris de verser sa contribution au Fonds de développement sur un compte... auprès de la BCCI.

Le dernier conflit en date concerne la création de l'Afreximbank, une banque d'import-export. L'idée est née en 1987, mais elle n'a pas encore vu le jour. Les actionnaires occidentaux n'ont pas cessé de multiplier les questions de procédure et les demandes d'enquêtes préliminaires. «C'était pareil à l'origine de la BAD. Elle n'avait pas eu le soutien des pays développés», a dit récemment Babacar D'Diaye.

RAM ETWAREEA / InfoSud

La Liberté, 18.3.93

HAÏTI

Clinton veut faire pression sur l'armée

Le président Bill Clinton s'est engagé mardi à augmenter la pression sur les militaires haïtiens au pouvoir.

La démarche du président américain vise à ramener au pouvoir le président déchu Jean-Bertrand Aristide. Il s'est cependant refusé à fixer une date précise pour parvenir à cet objectif, comme le demandait le Père Aristide.

Le chef de la Maison-Blanche a affirmé que les Etats-Unis ne soutiendraient «ni maintenant, ni jamais» un Gouvernement militaire «illégal» en Haïti. Il a exprimé l'espoir que des négociations permettent le retour du Père Aristide dans des conditions pacifiques.

Lors d'un échange avec des journalistes à l'issue d'entretiens de plus d'une heure à la Maison-Blanche, Bill Clinton s'est refusé à fixer une date-butoir pour le rétablissement de la démocratie dans l'île. Le Père Aristide s'est cependant déclaré «totalement» satisfait de cette rencontre. Il a lancé un appel à ses compatriotes pour qu'ils renoncent à toute idée de violence et de représailles contre les auteurs du coup d'Etat de septembre 1991 qui l'a renversé. M. Clinton a accueilli ces propos conciliants par des hochements de tête approbateurs.

ATS/AFP/Reuter

Journal de Genève et Gazette de Lausanne, 18.3.93

Banque alternative suisse: secrétariat ouvert à Lausanne

Depuis le 1er mars,
ouverture d'une permanence:
Sophie Rivaz
Ch. de Montmeillan 15 – 1005 Lausanne

La Banque alternative suisse (BAS) dispose depuis début mars d'un secrétariat à Lausanne. Son but est d'augmenter la part des Romands et Tessinois dans la clientèle de la BAS, a annoncé mardi l'Association romande pour la promotion de la BAS. A fin 1992, les Romands et Tessinois représentaient 6% des déposants, contre 5% à fin 1991.

Les aspects purement bancaires restent traités au siège d'Olten (SO), a précisé l'Association. «Ce n'est que dans une perspective à long terme qu'une succursale pourra être ouverte en Romandie». La BAS avait fermé en juin 1992 sa représentation de Neuchâtel.

Le secrétariat lausannois emploie une personne. Sur les quelque 6000 actionnaires et déposants de la BAS, 580 sont Romands ou Tessinois, a précisé la secrétaire romande Sophie Rivaz.

---

24 Heures, 17.3.93

ŒCUMÉNISME RÉCOMPENSÉ
Le professeur bâlois Oscar Cullmann a été distingué pour son travail œcuménique en faveur d'une meilleure compréhension entre les Eglises chrétiennes. Ce protestant recevra **100 000** francs de l'Institut Pape Paul VI, sis à Brescia, en Italie.

TERRA DEMARCADA
VIDA PRESERVADA
CAMPANHA PELA DEMARCAÇÃO DAS TERRAS INDIGENAS NA AMAZÔNIA

Aux autorités brésiliennes :

Monsieur le Président de la République
Monsieur le President de la Chambre des Députés
Monsieur le Président du Sénat Fédéral
Monsieur le Ministre de la Justice
Monsieur le Gouverneur de l'Etat d'Amazonas
Monsieur le Président de la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI)

Messieurs,

Lors des travaux qui ont conduit les représentants du Peuple brésilien à adopter une nouvelle Constitution en 1988, ont été reconnus l'organisation sociale, les coutumes, les langues, les croyances, les traditions et les droits originaires des Indiens sur leurs terres. Les constituants ont également affirmé l'obligation de l'Union brésilienne de procéder à la démarcation de ces terres et de faire respecter tous les biens des Indiens.

A ce jour une partie importante des terres traditionnellement occupées par les Indiens reste encore à démarquer. Des peuples indigènes sont menacés dans leur existence. De nombreux peuples indiens et leurs organisations souhaitent voir leurs terres démarquées dans les meilleurs délais. Ils demandent la protection prévue par la Constitution.

Par la présente, nous vous demandons d'user de votre pouvoir afin que la procédure de démarcation des terres indigènes, telle qu'elle est prévue à l'article 231 de la Constitution de la République du Brésil, soit entièrement réalisée avant le début du mois d'octobre 1993, délai fixé par l'article 67 de l'Acte des dispositions constitutionnelles transitoires du 5 octobre 1988.

Par avance, nous vous remercions de la bienveillante attention avec laquelle vous examinerez notre requête.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de notre parfaite considération.

SOUTENEZ LA REVENDICATION DES INDIENS DE L'AMAZONIE BRESILIENNE

Les peuples indigènes du Brésil s'organisent pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il procède à la démarcation de tous leurs territoires

En avril 1992, les représentants de 45 peuples et 32 organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne réunis au sein de la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne (COIAB) ont demandé aux autorités brésiliennes l'application de la Constitution. Celle-ci prévoit une protection particulière pour les peuples indigènes dont les territoires ont fait l'objet d'une procédure de démarcation. Les Indiens ont lancé une campagne de sensibilisation pour que la démarcation de leurs territoires soit effectuée avant le mois d'octobre 1993, délai fixé par la législation en vigueur. Un an avant l'échéance du délai constitutionnel seulement le tiers des terres qu'ils occupent traditionnellement a été démarqué !

Une question de survie
"Un Indien sans terre est un Indien mort, un Indien voué à l'exploitation et à la destruction" dit l'ethnologue R. Fuerst. En effet, pour les sociétés indiennes, la terre n'est pas que mère nourricière, elle imprègne les traditions, les croyances, le mode de vie, la culture. Actuellement, les peuples indigènes sont victimes d'agressions de toutes sortes.

Nom	Prénom	Adresse (Rue, No postal, localité, pays)	Signature

Les feuilles remplies doivent être retournées à : "Campagne Démarcation" 10 rue Richemont, CH - 1202 Genève - Suisse

Reconnaissances tardives

par André Fol

Quelle joie immense a dû être celle de Galilée lorsque, dans le ciel, il a appris la nouvelle: les instances romaines avaient découvert qu'il n'avait pas entièrement tort! De cette joie, nous en avons senti le goût le 8 mars dernier, lorsque Kaspar Villiger a osé annoncer que l'avion Pilatus était peut-être moins inoffensif qu'on ne l'avait prétendu jusque là...

Galilée a dû attendre des centaines d'années et nous, 20. «Et pourtant elle tourne...» disait-il. «Et pourtant il tire...» disions-nous! Que de pétitions signées, de photos transmises, de témoignages recueillis... rien n'y faisait. Les chefs du département militaire se succédaient et... se ressemblaient par leur capacité à nier l'évidence. La médaille du bon goût revenant à Jean-Pascal Delamuraz: «Si la Suisse exporte des vélos et que ceux-ci servent ensuite à transporter des mitrailleuses, à qui la faute...» Lorsque, du Guatémala ou de Bolivie, nous parvenaient des appels demandant d'intervenir dans notre pays pour qu'il cesse de soutenir la répression par Pilatus interposés, cette désinvolture au somment était insupportable.

Devant le changement de cap fédéral intervenu, quelle part en revient à la tenace résistance des militants de ce pays et quelle autre aux pressions du Comité des sanctions de l'ONU? Peut-être est-ce moitié-moitié, selon la recette bien connue du pâté d'alouette: une alouette- un cheval. D'ailleurs, quelle importance?

A plusieurs reprises, dans la Bible, il est question de «guetteurs». Dans la bouche du prophète Ezéchiel par exemple: «Je t'ai établi guetteur pour la maison d'Israël, tu écouteras la parole qui sortira de ma bouche et tu les avertiras de ma part...» (33.7) puis il poursuit à peu près en ces termes: si tu n'avertis pas, c'est à toi que je demanderai des compte, si tu les avertis et qu'on ne t'écoute pas, c'est à eux que j'en demanderai.

N'allons pas trop vite nous comparer à Ezéchiel, direz-vous. Avec raison. Pourtant, je suis sûr qu'il est arrivé à un nombre certain de lecteurs d'Interrogation, dans la fréquentation de la Parole de Dieu ou-et dans celle de leurs semblables, d'acquérir la conviction que, devant telle ou telle injustice, il «fallait parlait». Ne s'apparentent-ils pas aux guetteurs bibliques?

Il est donc utile de nous rappeler que l'efficacité n'était jamais garantie au prophète. Ce n'est pas de lauriers à ramasser, mais d'une responsabilité à exercer dont il est question. Une responsabilité redoutable, car il y a des vies en jeu. On peut y ajouter ce que Paul Ricoeur place au point de départ de l'éthique: l'estime de soi. En d'autres termes, ce qui permet de se regarder dans la glace lorsqu'on se rase le matin.

Comme les prophètes bibliques, ces lecteurs ont expérimenté qu'il fallait, pour cette tâche, le souffle du coureur de fond et l'abnégation du forestier qui plante des arbres dont il ne profitera peut-être pas de l'ombre. Comme les prophètes bibliques, ils ont appris l'humilité.

Permettez-moi de rappeler ici ce «guetteur» exemplaire qu'a été Dietrich Bonhoeffer. Théologien allemand, il a très tôt repéré et dénoncé la montée du nazisme; il le paiera au prix fort. Voilà ce qu'il écrit à la fin de l'année 1942, quelques mois avant d'être mis dans une prison dont il ne sortira pas: «La dernière question que me pose ma responsabilité n'est pas de savoir comment je me tirerai d'affaire héroïquement, mais comment la génération à venir pourra continuer à vivre. De cette seule question, émanant de celui qui se sent responsable devant l'histoire, peuvent procéder des solutions constructives, même si elles sont momentanément très humiliantes».



Haïti, une terre au destin tragique

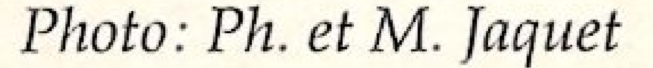
Haïti, la perle des Antilles, semblait n'être là que pour le bonheur de ses habitants. Pourtant, depuis le jour où son histoire nous est connue, que d'évènements tragiques s'y sont succédés. Prenons les deux époques extrêmes: quand Colomb débarque en 1492, l'île est peuplée de plusieurs centaines de milliers d'indiens. Au moment où il revient après quelques années, les habitants d'origine sont presque tous exterminés et les premiers esclaves noirs sont débarqués.

Cinq siècles plus tard, dans l'euphorie d'un soi-disant Nouvel Ordre Mondial, les premières élections démocratiques du pays sont organisées sous l'égide des Nations-Unies. Elles se déroulent en présence de nombreux observateurs étrangers attestant de la légalité du scrutin. L'espoir renaît, le droit semble enfin l'emporter.

Hélas, il faut vite déchanter; moins de deux ans après, le Président élu, Jean-Bertrand Aristide est en exil; une répression barbare a fait plus de 3000 morts, la torture est redevenue une pratique courante, les organisations de base sont décimées, c'est pire que sous le duvaliérisme.

Des milliers d'haïtiens ont tenté de fuir cet enfer sur des embarcations de fortune, certains se sont noyés, d'autres plus chanceux ont eu le bonheur de fouler le sol de la plus grande démocratie du monde à Miami, avant d'être impitoyablement refoulés, au mépris le plus total du droit humanitaire.

Alors, pourquoi ce retour en arrière? Et bien, tout simplement parce que le candidat élu, plébiscité par deux tiers de la population, n'était pas celui qu'attendaient les milieux économiques, comme on dit pudiquement. Pire, non seulement il était prêtre, proche des pauvres, mais en plus il parlait d'égalité, de redistribution de la richesse nationale, de justice. C'est ainsi que Titi, comme l'appellent les gens du peuple, est devenu en quelques mois le seul espoir de changement parmi ceux qui n'ont rien.


Photo: Ph. et M. Jaquet

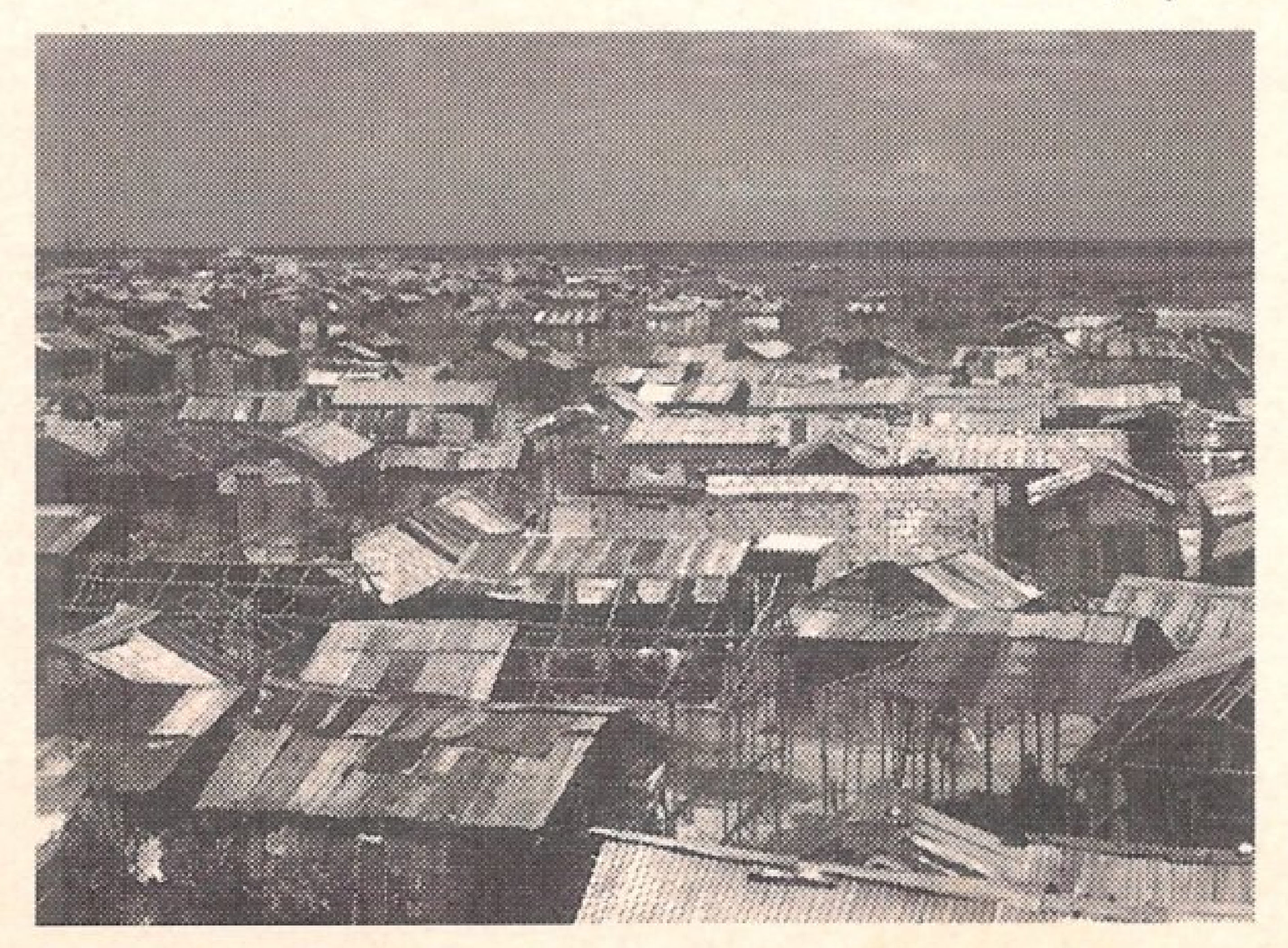



Photo: Charles Ridoré, Action de Carême, Lausanne

La suite est simple: la grande bourgeoisie haïtienne se sent menacée dans ses biens et son pouvoir; les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, n'admettent pas une expérience qui pourrait remettre en cause leur hégémonie et c'est le putsch militaire. Commandité ou non de l'extérieur, il a l'appui implicite des occidentaux qui se contentent de déclarations aussi virulentes qu'inutiles en faveur du droit. C'est pourtant la première expérience démocratique foulée aux pieds sur le continent américain depuis la fin de la guerre froide et déjà la fin d'un espoir de vrai changement.

Les Eglises officielles jouent un rôle ambigu qui va du silence complice à l'appui discret aux putschistes. Le Vatican accrédite même un nouveau nonce apostolique, jusqu'ici seul représentant d'un Etat étranger auprès du gouvernement militaire de facto. Des ecclésiastiques de toutes obédiences ont certes, pris des positions courageuses au péril de leur vie, mais la hiérarchie ne les a pas soutenus.

La seule action internationale contre les putchistes aura été l'embargo décrété par l'OEA contre Haïti, afin de faire pression sur les militaires. C'est un échec, faute d'une application rigoureuse et de sanctions. Les gardes-côtes américains déployés autour de l'île interceptent les boat-people qui tentent de quitter cet enfer, ignorant les pétroliers qui ravitaillent régulièrement le pays.

Que pouvons-nous faire dans une telle situation? Faut-il baisser les bras faute d'espoir? Une première réponse se trouve dans le pays même, dans la capacité de résistance du peuple haïtien, dans son optimisme face à la vie qui se manifeste même dans les pires situations, dans la vitalité de ses jeunes.

Pourtant, aujourd'hui les haïtiens sont à bout, ils n'en peuvent plus de privations, de répression,



N° 3
1993

dossier



Photo: Ph. et M. Jaquet

leur espoir s'en va; ils attendent un geste, un appui de l'extérieur et c'est là que nous pouvons faire quelque chose. La création de la Plate-forme Haïti de Suisse va dans ce sens. Ce n'est qu'une réponse parmi d'autres possibles à cet appel et c'est la raison de ce dossier.

La Plate-forme Haïti de Suisse

C'est au début de 1992, après le coup d'état militaire, que diverses associations suisses interpelées par leurs partenaires haïtiens ont décidé de repenser leur fonctionnement en vue de plus de cohérence dans la solidarité avec ce pays. La Plate-forme Haïti de Suisse est née de cette démarche et elle compte à ce jour environ 25 membres.

En plus des objectifs définis dans la «Déclaration de principe», la Plate-forme se donne, entre autres, pour but d'exercer une certaine pression sur les autorités en vue du rétablissement de la démocratie en Haïti, en relation avec d'autres ONG européennes qui poursuivent des buts identiques.

Dans son fonctionnement, la Plate-forme a surtout cherché un effet multiplicateur évitant de doubler des démarches existantes. Ainsi, plusieurs activités spécifiques continuent au sein des organisations elles-mêmes, appuyées par les groupes de travail qui se sont constitués. Le texte de la Déclaration de principe, qui fait partie de ce dossier, résume bien le contexte et les objectifs de la Plate-forme et donne les grandes lignes des buts que se sont fixés les groupes de travail.

Photo: Charles Ridoré, Action de Carème, Lausanne



Naufrage du Neptune

Dans la nuit du 16 au 17 février, le naufrage dans une tempête du bateau le Neptune, assurant la liaison maritime entre Jérémie et Port-au-Prince, a fait près de 1500 victimes. Cette tragédie a des implications économiques catastrophiques, tant pour les familles des victimes que pour Jérémie et la région de la Grande Anse.

Pour venir en aide aux sinistrés, un appel a été lancé aux organisations caritatives par la commission Justice et Paix de l'Eglise catholique, présidée par Mgr. Romelus, évêque de Jérémie. Vous pouvez contribuer personnellement à cette action par un versement sur le CCP suivant:

PFHS (Plate-forme Haïti de Suisse)
Genève - CCP 10-1706-7- mentionner: Neptune.

Vous souhaitez:

Etre informés régulièrement sur Haïti

Ecoutez chaque semaine le bulletin d'information du CHRD au Tél: 022/ 340 17 78, ou abonnez-vous, vous le recevrez par Fax ou chez vous.

Abonnez-vous à Haïti Nouvelles qui paraît 5 fois par an. Outre des nouvelles de la Plate-forme, vous y trouvez des articles d'analyse, de réflexion, la présentation des organisations-membres, une page culturelle, les publications sur Haïti.

Adresse du CHRD: CP 125, 1211 Genève 12.

Des informations complémentaires

Prenez contact avec les organisations qui éditent ce journal, voir adresses en dernière page, ou auprès de la PFHS, CP 21 1288 Aire-La-Ville, Tél. 022/757 10 13.

Plate-forme Haïti de Suisse

?

N° 3
1993

dossier

I. Déclaration de principe

Préambule

A la suite des évènements de septembre 1991 et devant les interpellations venues d'ONG haïtiennes, des organisations de Suisse ayant des liens avec Haïti ont décidé de se constituer en une Plate-forme Haïti de Suisse et de se définir par la présente déclaration.

Constat

1. Haïti aspire à modifier les rapports d'inégalité socio-économiques, de domination, de violence et de violation des droits de la personne et des peuples, les phénomènes de dégradation de l'environnement et de gaspillage des ressources naturelles.
2. Un développement pour tous dépend d'accords internationaux élaborés en vue d'une interdépendance équitable. Le développement d'une communauté nécessite une démocratie interne.
3. La démocratie inclut la participation de la population:
   - à l'élaboration des décisions,
   - à l'exécution des décisions, à leur contrôle ascendant et descendant
   - au contrôle des délégations (les actions qu'elle délègue à d'autres organismes)

La démocratie, pour fonctionner, suppose des normes respectées par tous (jutice sociale, justice économique, égalité devant la loi,...) et des institutions qui les garantissent.

4. La Constitution haïtienne du 29 mars 1987 est un premier pas vers l'application de ces principes. Elle définit les grandes lignes d'une forme d'Etat qui joue un rôle d'arbitre, de redistributeur, au service de tous.

   Par l'adoption de cette Constitution, la majorité de la population, exclue jusqu'à ce jour de la vie politique et marginalisée économiquement et socialement, s'est exprimée pour l'application de ces principes.

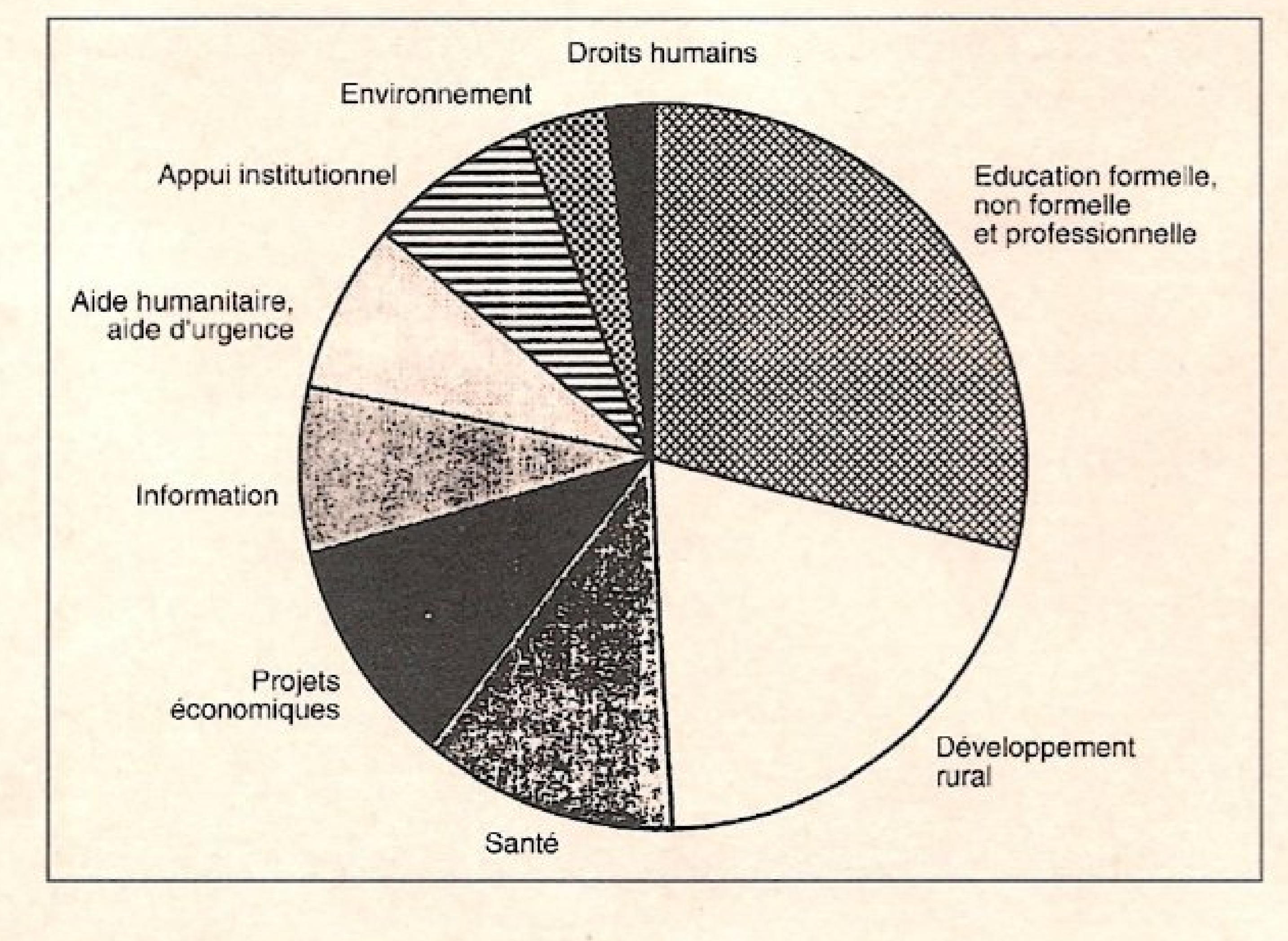
   Par les élections du 16 décembre 1990, le peuple haïtien s'est donné les moyens de leur mise en oeuvre.

   Avec le coup d'Etat du 30 septembre 1991, les milieux opposés au changement démocratique ont tenté de bloquer ce processus.

   La résistance du peuple haïtien interpelle notre solidarité.

Engagement

5. En conséquence, les organisations membres de la Plate-forme s'engagent à appuyer les démarches qui renforcent l'autonomie de la majorité de la population dans l'élaboration et la mise en oeuvre des décisions qui la concernent.
6. Pour atteindre ce but, les organisations membres de la Plate-forme ont choisi de privilégier les trois domaines suivants de promotion des droits humains qui sont à leur portée:
   - l'information,
   - les droits de l'homme,
   - la coopération au développement.



Elles sont pour cela représentées dans des groupes de travail en fonction de leur expérience et de leur engagement.

7. Dans le domaine de l'information:
   - répercuter en Suisse des informations sur Haïti, notamment celles qui viennent de Haïti,
   - favoriser la diffusion en Haïti d'informations sur Haïti élaborées ailleurs.

   Pour cela, les moyens possibles sont, entre autres:
   - l'utilisation des médias, des agences de presse,
   - la publication de journaux et/ou de dossiers,
   - l'échange d'informations entre ONG, les rapports de visiteurs (haïtiens et étrangers)
   - des contacts avec les autorités
   - des manifestations et prises de positions publiques.
8. Dans le domaine de la solidarité en matière de droits de l'homme:
   - appuyer les organisations qui travaillent à la promotion des droits humains,
   - dénoncer les violations de ces droits,

Pour cela, les moyens possibles sont, entre autres:
- la collaboration avec des institutions spécialisées,
- des contacts avec les autorités en Suisse, les institutions et organisations internationales,
- des manifestations et prises de positions publiques.

9. Dans le domaine de la coopération au développement:

A partir d'une réflexion critique sur les pratiques de développement:
- appuyer les initiatives haïtiennes visant à favoriser la prise de responsabilité par les populations (femmes et hommes) elles-mêmes,
- promouvoir la collaboration entre ces initiatives et leur intégration dans un développement régional et respectueux de l'environnement,
- renforcer la coopération internationale publique et privée en faveur d'Haïti,
- analyser les effets de la relation de coopération entre membres de la Plate-forme et partenaires haïtiens.

Pour cela, les moyens possibles de la Plate-forme sont, entre autres:
- l'échange d'informations et d'expériences entre membres de la Plate-forme,
- l'évaluation conjointe des actions de coopération au développement,
- la coordination des actions en Suisse,



- la promotion de la concertation entre les acteurs du développement en Haïti,
- les contacts avec les donateurs privés et publics, les autorités, les sources d'expertises.

Les organisations membres se donnent leurs propres moyens d'action dans l'esprit de la présente déclaration.

Conclusion

En concertation avec leurs partenaires haïtiens, les organisations membres veilleront à assurer une cohérence:

- entre les trois domaines: information, droits de l'homme, coopération au développement,
- entre les actions en Haïti et en Suisse, de même qu'avec d'autres regroupements au niveau européen et international,
- entre les principes de la déclaration et les actions.

Les organisations membres de la Plate-forme s'engagent à promouvoir les principes de cette déclaration auprès de leurs membres et de leurs partenaires.

En tant que représentante de FIDES, fondation qui gère un fonds souple pour le développement en Haïti, Ruth DREYFUSS a participé à l'élaboration de la Plate-forme Haïti.

Organisations membres

Action de carême
ASACH (Aide Suisse à l'Action Communautaire en Haïti)
CARITAS Suisse
CECOTRET
CHRD (Centre Haïtien de Recherches et de Documentation)
Comité Amérique Centrale-Lausanne
COMTEP
(Commission Tiers-Monde de l'Eglise Protestante-Genève)
Enfants du Monde
EPER Secrétariat romand
FIDES Suisse
Fondation Villages d'Enfants Pestalozzi-SKIP
Frères de nos Frères
Frères Sans Frontières
GVOM
(Groupe Volontaires Outre-Mer)
Haïti la Chance
HAIZA
Helvetas
Kombit
Les Amis d'Haïti
Missionnaires de Bethléem
Missionnaires Laïques
Pax Christi Suisse Romande
Solidarité avec Terre Cassée
Terre des Homme
Suisse-Genève

Répartition des organisations par départements

FdF
Port-de-Paix
Caritas
SKIP
Helvetas
NORD-OUEST
AdC
Caritas
EPER
FdF
Miss. Beth.
Helvetas
Cap Haïtien
Fort Liberté
NORD
NORD-EST
Gonaïves
ARTIBONITE
AdC
Caritas
EdM
EPER
FdF
Miss. Beth.
Hinche
St Marc
AdC
ASACH
FSF
Hervetas
Terre Cassée
CENTRE
Caritas
CECOTRET
EdM
EPER
GVOM
Kombit
EPER
AdC
Caritas
EPER
CECOTRET
EdM
FIDES
GVOM
Helvetas
Kombit
Les Amis d'H.
Miss. laïques
TdH
Jérémie
PORT-AU-PRINCE
OUEST
GRANDE-ANSE
SUD-EST
SUD
Jacmel
Les Cayes
GVOM
Helvetas
Kombit
FdF
HAIZA
Kombit

Postes particuliers à pourvoir

Coordinateur-puits

Pays, lieu d'affectation: Tchad,Doba

Durée: 3 ans, dès sept.93

Tâches: Dans le cadre du BELACD diocésain, logistique et formation des équipes locales dans le domaine puits: organisation, entretien et supervision. Mise en place d'un homologue après 1 an. Réévaluation du projet après 3 ans.

Exigences: Compétences en hydrogéologie, en technique de construction mécanique et écologie. Expérience de logisticien. Capacitéde collaborer dans une ONG d'Eglise et à la base. Maturité personnelle.

Laitier et ou maître fromager

Pays, lieu d'affectation: Argentine, las Coloradas

Durée: 3 ans, dès que possible

Tâches: Charge d'un troupeau et ou d'une petite unité de production de fromages. Tâches de formation professionnelle intensive. Gestion de personnel.

Exigences: Compétences professionnelles adéquates. Aptitudes pédagogiques et de gestion. Bon contaact avec les jeunes. Base de langue espagnole.

Technicien mécanique et/ou électricité

Pays, lieu d'affectation: Brésil, Sao Paulo

Durée: 3 ans, dès janvier 94

Tâches: Dans cadre école professionnelle et syndicale, formation technique et politico-sociale de jeunes militants de mouvements populaires avec volet production appareils électroniques.

Exigences: Compétences techniques (fraiseur, tourneur, mécanicien-ajusteur ou électricien). Sensibilité et formation syndicale. Aptitudes pédagogiques. Capacité de travail en équipe.

Praticien de base en technique agricole

Pays, lieu d'affectation: Equateur, Muisne

Durée: 3 ans, dès que possible

Tâches: Dans cadre du FEPP, formation de promoteurs agro-pastoraux. Appui à mise en route d'un centre de démonstration pour valoriser cultures locales, avec volet refosrestation. Planification et suivi techniques des projets productifs.

Exigences: Formation agricole de base. Aptitudes pédagogiques. Capacité de travail en équipe. Base de langue espagnole.

Postulations auprès de

Frères Sans Frontières
Vignettaz 48 / CP.129, 1709 Fribourg
Tél. 037/82 12 40 – fax: 82.12.43

(avec ses critères d'engagement habituels:
- 2 ans de pratique professionnelle
- 23 ans minimum
- parcours de formation dans groupe régional FSF)

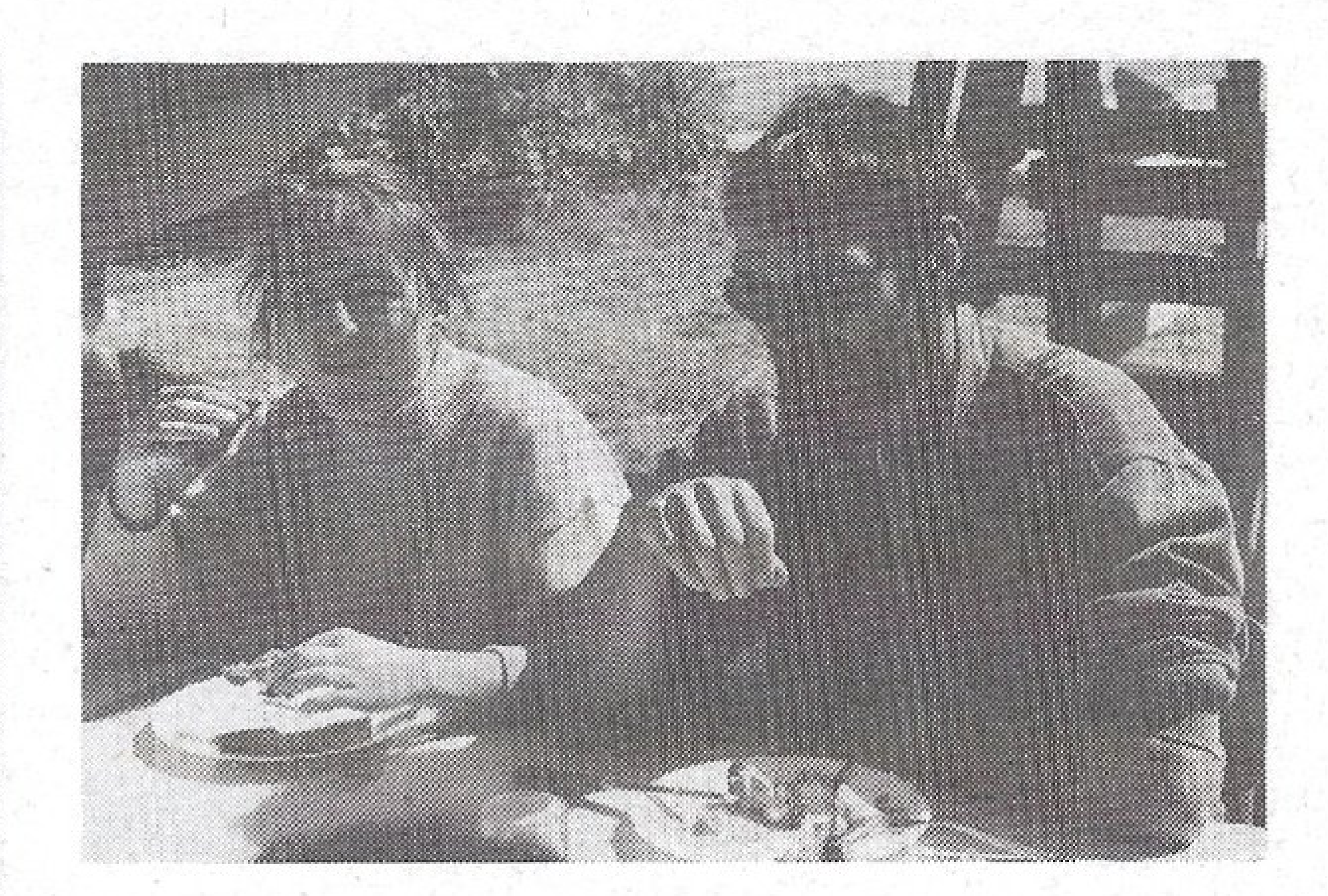
Naissances

Pablo

Né le 23 janvier 1993, au foyer de **Eurides et Philippe Gisler-Oliveira**, volontaire FSF à Salvador de Bahia, rue Tertuliano Dos Reis 34E, Plataforma 40710 Salvador/ Brésil.

Laure

Née le 19 février 1993, au foyer de **Marie-Odile et Michel Rheme-Cattin**, 7, chemin du Coin-de-Terre, 1219 Châtelaine/ Suisse.



Elisabeth et Michel Rouiller sont partis début mars comme volontaires GVOM au Cameroun. Elle est institutrice, lui ferblantier, ils viennent du Bas Valais, et ont abouti chez nous ... au hasard des recherches d'organismes «envoyeurs».

Leur projet est l'accompagnement d'un centre pour non-voyants. Ce Centre est situé en pays Bamileke, il accueille des élèves de tout le Cameroun en internat; mais, point important, les jeunes aveugles sont envoyés à l'école de la ville, donc mélangés aux autres écoliers.

Créé par Paul Tezanou, personnage charismatique, lui-même non-voyant et actuel directeur, l'objectif du Centre est l'intégration des aveugles à la vie sociale et économique du pays.

Le Cameroun compte en effet 60000 aveugles sur 10 millions d'habitants – cause de la maladie? -. C'est dire si l'action de M. Tézanou répond à un besoin si l'on veut éviter que tous ces jeunes se retrouvent à mendier dans les rues.

Le projet a des objectifs pédagogiques; initier les élèves au braille, et leur permettre de suivre le programme scolaire normal; sensibiliser les autres élèves, les instituteurs et les parents des non-voyants à la nécessité de leur intégration, etc ... En outre il vise à l'autonomie financière par la production d'artisanat (vannerie), l'élevage de poulets, l'organisation de soirées culturelles et d'expositions.

Elisabeth, de par sa formation, participera plutôt à l'approche pédagogique; Michel quant à lui utilisera ses capacités pour soutenir l'atelier de vannerie déjà existant, et pour créer selon les besoins un atelier de fer (soudure, etc...). Il pourra aussi aider à l'extension du Centre par la construction de nouveaux bâtiments.

Nous leur souhaitons bon début et nous nous réjouissons d'avoir de leurs nouvelles.

Un bel exemple d'action sociale que le projet de Paul Tezanou! Qui oserait imaginer nos classes romandes accueillant des mal-voyants ou des non voyants sur leurs bancs? Au nom d'un meilleur rendement tant pour la masse des élèves sans problèmes de vue que pour les non voyants : on les sépare!! Facilité de traitement, mais quel isolement, quel fossé entre les deux mondes! Ce fossé devient tellement grand que lorsqu'on aperçoit une personne aveugle dans la rue, soit on se retourne sur son passage, soit on détourne son regard! Et que dire des autres «a-normalités»?

Alors d'entendre parler d'un directeur qui ose envoyer les élèves aveugles de son institution dans les classes publiques, avec les autres élèves, qu'il cherche à leur donner les moyens de suivre les cours comme les autres enfants – parce que c'est le seul moyen pour eux d'acquérir des connaissances, puis une formation – ça me fait du bien, ça me stimule à inventer, à innover, à chercher des solutions..a-normales!!

Retour du Tchad

Ça y est, la boucle est bouclée. Trois années passées au Tchad à la vitesse du temps bien rempli. J'ai retrouvé la Suisse, la bise, la neige et les préoccupations de la vie quotidienne des helvètes.

Et les préoccupations des Tchadiens, en ce moment, me direz-vous?

– «Trouver le manger» expression locale qui veut dire avoir une bonne récolte, quelques réserves qui permettent un peu de vente au marché hebdomadaire pour acheter les denrées nécessaires, envoyer les enfants à l'école, se soigner et simplement bien accueillir l'étranger de passage.

J'étais engagée dans un travail de promotion de la santé. Mon activité principale a été la formation d'animateurs ruraux dont le rôle est d'accompagner des groupements de villageois décidé d'améliorer leur santé et de prendre en main leur propre développement. Cette approche se fait simultanément avec la mise en place de programmes de vaccinations, prévention maternelle et infantile, surveillance des épidémies, suivi des personnes handicapées et des personnes souffrant de maladies de longue durée.

Les gens engagés dans ce travail doivent faire face à beaucoup de difficultés. Le pays, un des plus pauvres du monde sort d'une longue période de guerre et de succession de régimes de dictature.

Périodiquement on voit apparaître les années de sécheresse, famine, épidémie, dont souffrent tous les pays sahéliens. L'économie est en ruine, les caisses de l'état sont vides, les fonctionnaires et militaires ne sont plus payés régulièrement. Partout des groupes manifestent leur mécontentement par des grèves, certains prennent le maquis les armes à la main. Mais un mot «nouveau» est sur toutes les lèvres: «démocratie». La Conférence nationale a débutée avec quelques intrigues politiques, mais on se parle! Au fil des jours, les Tchadiens prennent conscience que la solution n'est plus au bout du fusil. Il y a volonté de paix, d'amnistie, de négociation avec les groupes rebelles. N'a-t-on pas vu le Président Idriss Déby avec Goucouni Ouaddaï jeter des armes dans un feu à la suite d'une invitation du jeune mouvement Tchad Non-Violence? Geste symbolique – c'étaient de vieux fusils rouillé! – a dit la presse nouvellement indépendante. Mais quand même, la plupart des Tchadiens ont, dans leur tête, jeté les armes. Avec notre solidarité, donnons une chance à la paix!

Elisabeth Simon



La Conférence nationale dont la représentativité est contestée a au moins le mérite d'avoir commencé. Elle est retransmise par la TV et la radio en trois langues et en direct: français, arabe-tchadien et gambaye.

Des nouvelles de Liliane et Gérard Sermet

Pierre-Henri Bouyer quittant ses fonctions de Responsable de programme à Agadez à fin mars, il est remplacé par Gérard qui est bien arrivée avec Liliane au Niger le 7 février dernier. La route d'Agadez étant considérée comme peu sûre, les derniers 400 km ont dû se faire sous escorte militaire. La rébellion touarègue n'a pas empêché Gérard de m'écrire: «Tout se passe bien et dimanche c'était la grande fête chez les Bouyer: près de cent amis touaregs dans la concession. Un groupe jouait le «tende» (tam-tam + calebasse frappée + voix de femmes) et les hommes dansaient beaucoup. Pour moi, ce fut une initiation et cela m'a beaucoup plu. Demain commence le ramadan et le couvre-feu passe de 20 h à 22 h 30.»

Jean-Denis Renaud



«Republica de los Muchachos la Florida» ou la conquête d'un futur

N° 3
1993

lettres d'outre-mer

par Anne-Marie Calame

1. La Florida

Ici, se vit avec succès depuis 1974, une grande aventure humaine, une expérience de vie nouvelle et différente, promesse d'une existence et d'une dignité reconquises, d'un futur gagné.

Les adolescents de la Florida ont mal à leur passé, la misère les ayant tôt jetés à la rue. Loin de la contamination du Centre de Bogota, mégalopole bruyante et polluée, on est ici saisi par l'espace, la lumière, la verdure, la sérénité. La place centrale est aérée, vaste, propre. Tout autour, il y a la mairie, la banque, la poste, deux magasins, une bibliothèque, une très grande salle commune, des fleurs, des arbres. L'art aussi est partout présent, témoin, l'égrènement des notes de musique d'une *«banda»* et de l'orchestre symphonique en répétition ou les peintures d'un artiste issu de la rue et membre de la République qui a trouvé ici encouragement et possibilité de s'exprimer. Le territoire est grand avec de nombreuses salles de classes, de nombreux ateliers. La partie résidentielle est composée de quatre quartiers de huit maisons. Dans chaque maison une *«tribu»* de douze à quatorze adolescents avec l'un d'eux pour chef. Trente-deux tribus en tout.

Ils sont actuellement 320 *«muchachos»* de 12 à 19 ans, vivant en autogestion et quatre éducateurs seulement, eux-mêmes anciens enfants de la rue. A la tête de la République, il y a l'alcade secondé par les secrétaires à la justice, à l'éducation et à la santé, tous élus par leurs camarades. On apprend donc à gouverner mais aussi à se gouverner, à s'évaluer, à réfléchir, à s'organiser, à faire des choix, prendre des décisions, se remettre en question; on apprend le partage et l'autonomie, la responsabilité et le respect des autres, on apprend également à être conséquent et maître de ses actes, à vivre en société et à tenir compte d'elle.

Outre le sport et la musique, les adolecents ont la possibilité d'étudier jusqu'au baccalauréat et de se former dans de nombreux domaines plastiques et professionnels: mécanique, soudure, ébénisterie, maçonnerie, dessin technique, physique, informatique, céramique, etc. C'est ainsi que les bâtiments de la Florida ont été construits par les muchachos eux-mêmes, que le mobilier, tables, chaises et armoires, proviennent des ateliers de menuiserie ou que les produits de nettoyage, les shampoings et savons sont fabriqués dans ceux de chimie.

La république de los Muchachos frappe sa propre monnaie, le *«camello»*. Suivant les fluctuations dans la bonne marche, le climat, l'évolution positive ou négative de l'ensemble de la société, son cours peut monter ou descendre. La banque assure le change en pesos colombiens lorsque les adolescents veulent sortir et acheter quelque chose en ville. La gratification que chacun d'eux reçoit peut également varier en fonction du comportement, de l'implication dans les tâches de la vie communautaire, la participation et les frais occasionnés, etc. Tout cela se décide dans les réunions. Ainsi s'acquiert un certain sens des responsabilités et de la gestion de l'argent. Comme dans le monde du travail en fait.

L'objectif final de la Florida est la **socialisation**, c'est-à-dire apprendre à vivre en société.

2. Qui sont ces muchachos?

Ce sont les enfants de la misère, les enfants de familles aux conditions économiques désastreuses, de familles qui n'ont jamais existé, de mères aux maternités trop nombreuses et non désirées, de mères abusées, battues ou abandonnées par de successifs compagnons.

C'est toujours dans les couches les plus faibles et les plus pauvres d'une population qu'un système injuste et une économie défaillante produisent leurs effets les plus négatifs et les plus destructeurs. Sans faire de misérabilisme: c'est terrible! Je les ai vus tout noirs sous les ponts d'autoroutes, recroquevillés sur les trottoirs dans les gaz d'échappement des centaines d'autobus, le bruit, la poussière, l'air irrespirable, le froid, la crasse et les saletés. Injustice béante!

On a envie de crier sa révolte et sa colère; sa rage aussi contre ceux à qui profite la misère des autres. Car enfin, c'est bien de cela qu'il s'agit aussi: le bien-être des pays riches et des nantis acquis sur le maintien dans la misère des pays pauvres et des plus défavorisés. Mais on passe en baissant la tête.

Chiffons imbibés d'essence

Un enfant meurt en silence

Sur les trottoirs de Bogota

On ne s'arrête pas...

(Renaud)

Beaucoup donc détournent les yeux. Et beaucoup aussi s'émeuvent. Quelques-uns pour alléger cette réalité ou pour apaiser leur conscience tentent de faire quelque chose.

Le Père Javier de Nicolo

Mais ces enfants sont sains, vifs, débrouillards, pleins de force et d'espoir, ils tiennent en eux toutes les ficelles de leur destin...à condition qu'ils sachent qu'autre chose est possible et que la vie ne se réduit pas à l'univers de la rue. Ceci, un homme à l'éthique progressiste, le Père Javier de Nicolo l'a compris. Il connaît les circonstances et la misère de la rue, les a vécues et a dédié entièrement sa vie aux «**gamines**» de Bogota. Pour beaucoup d'entre eux, il est un saint. Basée sur un amour inconditionnel et un respect total des enfants dans leur liberté et leur personne, sur une thérapie par le travail productif et juste ainsi que sur des certitudes positives et constructives inébranlables, son oeuvre est remarquable.

3. Des certitudes.

C'est le monde ambiant qui fait l'être.

Des structures économiques et sociales injustes ont jeté ces enfants à la rue et en ont fait des petites bêtes sauvages. Des conditions de vie saines et belles peuvent les rendre à une vie digne. Persuadé que c'est le monde ambiant qui fait l'être, le Père de Nicolo dans son programme va donc s'attacher à procurer ce qu'il y a de meilleur.

Le paradis est sur terre

Petit à petit, en désirant suivre toutes les étapes du programme, les enfants découvrent que le monde ne s'arrête pas aux limites du quotidien qu'ils ont connu jusque là. Ils découvrent la valeur et la nécessité d'une hygiène, de lois et de règle, qu'à l'image de la Florida, le monde peut être fait de propreté, de clarté, d'espace et de musique, que chacun d'eux y a droit, que chacun d'eux en a le droit. Ils découvrent qu'ils sont importants, qu'ils ont de la valeur, qu'ils ont leur place dans la société et que celle-ci peut être faite de justice, de beauté et d'amour. Ils réalisent aussi qu'ils peuvent être les instruments de leur destin. Le paradis n'est pas artificiel, il n'est pas non plus pour les autres, il est ici sur terre et chacun y a droit. Il est atteignable par chacun à condition de le désirer.

Sans liberté, on ne peut pas éduquer

Si l'enfant n'a pas la liberté de croire à ce paradis ou de le nier, de suivre le programme ou d'en sortir, s'il n'a pas la liberté d'accepter ou de renoncer, s'il est contraint, l'échec est au bout. Eduquer n'est pas dresser. On ne forme pas un être responsable par la force et la soumission, ni par le mensonge ou la démagogie. Le pouvoir de décision est aussi une des premières libertés de l'homme. A tout moment, à chacune des étapes, l'enfant peut donc refuser de continuer, décider de s'en aller, retourner à la rue. Cette liberté, il la connaît et parfois en fait usage.

4. De la rue à la Florida: cinq étapes

La Florida est la dernière étape d'un processus de plusieurs années.

Depuis plus de 20 ans, ils sont deux, le Père de Nicolo et Manuel Ospino dit «Majito», à sortir toutes les nuits, chacun de leur côté, à la rencontre des petits clochards de Bogota qui les connaissent bien. Ils partagent ensemble quelques moments, parlent, discutent, apprennent à se connaître, à s'apprécier, *«font l'amitié»*. C'est une première phase *d'observation*.

Lors de la deuxième étape, les enfants qui le désirent ont la possibilité de se rendre à un club de jour. Là, ils peuvent se laver, se doucher, passer vers le coiffeur, recevoir à manger, jouer. Une condition cependant: laisser les drogues à l'entrée. Elles pourront être reprises à la sortie. En effet, 80 à 90% des enfants en prennent pour oublier le froid, la faim et le manque affectif. L'objectif est ici de *commencer à motiver*.

On présente alors la troisième étape dénommée *«Liberia»* en honneur à la liberté. Mais il faut manifester le désir de suivre le processus et en avoir la volonté. Pendant 30 jours environ, une trentaine d'enfants vont vivre en *«internes»*, abandonner la drogue, apprendre l'hygiène et la propreté corporelle, participer à de multiples activités, à des promenades, s'astreindre à un horaire, vivre le jour et dormir la nuit, découvrir certaines règles de convivialité, s'immerger dans un monde nouveau aux références différentes, connaître *«autre chose»*.

C'est une phase importante de *motivation et de désintoxication*.



En référence à la certitude que c'est le monde ambiant qui fait l'être, il s'agit de montrer à des enfants qui n'ont connu que pauvreté, crasse et désarroi, une réalité nouvelle. Certains abandonnent en cours de route, souvent à cause de la drogue (*«ce que la Terre a connu de pire»* selon Majito) et retournent à la rue.

D'autres manifestent le désir d'intégrer la quatrième étape. Appelée *«Bosconia»* en hommage à Don Bosco, fondateur des Salésiens, congrégation à laquelle appartient le Père de Nicolo, celle-ci est peut-être la plus dure car elle s'organise dans le temps et durera plusieurs années.

L'objectif *personnaliser* va être atteint par un type d'attention totale à l'enfant. Il va falloir éduquer, enseigner tout ce que la mère ou le milieu familial n'a pas pu enseigner et reprendre les rudiments scolaires. En effet, 90% des enfants ont été à l'école au moins une année et n'ont rien retenu si ce n'est que l'instruction est réservée aux riches et que le système les a rejetés puisqu'il n'a pas réussi à les domestiquer.

A Bosconia, ils sont actuellement cent vingt. Les salles de classe et les ateliers se trouvent à 1 heure de route dans la campagne. Il faut donc se lever tôt, à 5 heures du matin, mais les enfants découvrent ainsi la verdure, un milieu plus sain, plus calme que le milieu urbain contaminé. C'est aussi la possibilité de sortir, d'avoir *«une école et une maison»*, de ne pas rester toute la journée en internat dans le même corps de bâtiments. L'école est auto-active, loin du schéma éculé du maître tout puissant dispensateur de savoir. On y étudie les matières scolaires bien sûr, mais aussi par un apprentissage pratique et une participation effective, on y découvre de nombreux domaines professionnels, artisanaux ou artistiques. On y apprend avec la vie. C'est ainsi par exemple, que trois fois par semaine, une équipe fait le pain de toute la communauté. La consigne première est, partout, de respecter l'enfant.

5. Pourquoi le succès de ce programme?

Il y a en Amérique latine, parmi beaucoup de manques et de nécessités, nombre d'organismes, d'institutions, d'associations, d'églises ou d'actions relevant d'initiatives privées, s'occupant des enfants de la rue ou en passe de le devenir. Certains se contentent tant bien que mal de pallier aux carences du système, d'autres d'assurer matériellement un minimum, d'autres encore font du gardiennage ou pire, de la répression. Sans s'attaquer aux causes. Certains programmes essaient d'alléger le présent, de le rendre plus clément. Parfois au contraire, ils le rendent si lourd que peu d'enfants résistent à l'appel finalement plus accueillant de la rue. D'autres programmes essaient d'avoir une action sur le futur, d'influer sur la fatalité de la destinée. Telle est l'oeuvre du Père de Nicolo, basée on l'a dit, sur un amour inconditionnel de l'enfant dans un respect absolu de sa liberté et la certitude que l'être humain naît bon, qu'il reste perfectible.

Pour éviter le vide au sortir de la Florida, faciliter le passage au monde extérieur adulte et permettre une intégration douce, un suivi et un appui sont prévus grâce à un bureau de travail social qui aide les adolescents à règler leurs papiers, trouver un travail, un logement et aborder la grande étape suivante: celle de la vie.

De 70 à 80% des enfants ayant intégré le programme passent avec succès toutes les étapes.

6. Riches de vous-mêmes, vous nous donnez l'espoir

Comme il est dur, Muchachos de Bogota, de rencontrer perdu dans la foule, échevelé, sale et en haillons, l'un des vôtres, compagnon d'infortune qui n'a pas désiré assez fort le changement et est retourné à la rue, à la drogue, au vol et à la mendicité! Mais vous êtes à la Florida malgré la blessure, malgré l'inconnu et l'inquiétude sourde que je ressens en vous, forts, pleins de promesses, de possibilités et d'espérances. A notre jeunesse riche de pays industrialisés, dits civilisés, qui a tout et ne sait plus désirer, c'est vous qui montrez l'espoir.

Vous êtes notre exemple. Je vous souhaite un avenir que vous méritez, qui vous est dû. Vous êtes riches de vous-mêmes. Vous avez gagné votre futur.

A Alvaro, Carlos, Gustavo, John-Jaïro, Mauricio, Jeremias, Hector, José et tous les autres.

Déclarations d'ONG suisses sur la situation au Pérou

N° 3
1993

lettres d'outre-mer

A l'occasion du premier anniversaire du «Coup d'Etat» que le président Alberto Fujimori a infligé à son propre gouvernement, les organisations de développement suisses sousmentionnées, travaillant au Pérou, aimeraient exprimer leur préoccupation et leurs sentiments profonds de solidarité avec le peuple péruvien, ainsi que rappeler les principales causes de la situation de misère à laquelle se trouve confrontée aujourd'hui la grande majorité de la population.

Poids de la dette et effondrement du prix des matières premières

Dès le début de son mandat en 1990, le président Fujimori a dû négocier la réintégration du Pérou dans la communauté financière et économique internationale et accepter un plan d'ajustement structurel du FMI. Priorité absolue est donnée au remboursement de la dette qui est d'autant plus difficile à exécuter que le commerce mondial est toujours aussi défavorable pour les pays du tiers monde. Principales conséquences: dramatique aggravation de la situation générale dans le pays où les droits fondamentaux de l'homme – droit au travail, à une alimentation suffisante, à la santé, à l'éducation et même le droit à la vie – sont de moins en moins garantis.

Une situation qui favorise corruption, délinquance, terrorisme, production et trafic de drogue, ce qui rend ainsi illusoire toute perspective d'avenir pour les générations futures et incite de plus en plus de Péruviens à migrer vers les pays du Nord, notamment en Suisse.

Climat de violence et recul de la démocratie.

Ces dix dernières années, la misère croissante a favorisé le développement de mouvements terroristes, en particulier celui du Sentier Lumineux, prometteur d'une «Nouvelle société égalitaire». Pris entre la violence de ce mouvement nihiliste et la répression de l'armée, les populations rurales ont fui pour aller grossir les bidonvilles des grandes cités, principalement Lima, où un climat de violence s'est aussi développé.

Pour en finir avec la barbarie terroriste, le président péruvien a aboli le Parlement le 5 avril 1992 et s'est doté, autoritairement, de pouvoirs extraordinaires. Les violations des droits de l'homme, de part et d'autre, sont nombreuses et touchent surtout les mouvements populaires, les organisations locales d'entraide, les syndicats, l'Eglise, dont les dirigeants sont les premières victimes.

Poursuivre nos actions de solidarité

Malgré les risques et les grandes difficultés liés à un travail de développement dans une telle situation d'insécurité, nous voulons poursuivre notre appui à nos partenaires péruviens qui traversent une si grave crise et pour lesquels notre solidarité active est signe d'encouragement et d'espoir. Car ils sont persuadés – et nous le sommes aussi – que ce sont eux, en formant le véritable tissu social du pays, qui seront les garants de la reconstruction démocratique du Pérou, une fois le climat de violence apaisé.

Basler Mission, Brücke der Bruderhilfe, CARITAS, Fastenopfer, Frères sans Frontières, Groupe Volontaire Outremer, Interteam, Missionsgesellschaft Bethlehem, Nouvelle Planète, SKIP, Terre des hommes Basel, Genève, Lausanne.

IEMANJA

par Liliane Fazan-Caselli



Mardi 2 février, 20 h, par un beau coucher de soleil, je rentre du travail par la route qui borde la côte du Rio de la Plata. A la hauteur de la première plage depuis le centre de Montevideo, un embouteillage monstre, les trottoirs sont bondés de spectateurs qui regardent vers la mer.

Sur la plage, les gens ont creusés des trous dans le sable et installé des bougies. Autour de ces petits cratères ils ont placé un petit bateau confectionné en sagex, ainsi que des fruits, du miel, des bonbons, et une photo d'une sorte de sainte vierge marchant sur l'eau: c'est Iemanja, la reine de la mer des «Umbandistas».

Un cortège d'une dizaine de personnes se forme derrière une femme qui marche vers la mer, en portant un petit bateau au milieu duquel brûle une bougie. L'eau lui arrivant à la ceinture, elle dépose le petit bateau sur l'eau, les bras écartés. Le groupe commence alors le chemin du retour, en marchant à reculons. La cérémonie a duré de 15 à 20 minutes.

Maintenant il fait presque nuit, des milliers de personnes sont rassemblées sur la plage, des dizaines et des dizaines de petits cortèges se forment derrière une femme ou un homme portant un bateau avec la bougie allumée et se dirigeant vers l'eau.

Des milliers de petites lumières scintillent sur la plage comme sur l'eau. Les gens sont calmes, ils se parlent, rient. Il y a une communion entre la mer et la foule, entre l'environnement et la vie.

Qui sont les «Umbandistas» en Uruguay ? Une enquête réalisée en 85 révèle que le 60% des pratiquants de ces cultes sont ouvriers ou femmes au foyer, 26% sont employés ou étudiants. Seulement à Montevideo, il y a plus de 800 «terreiros» ou temples. La croissance du phénomène umbanda a commencé dans les années 60-70, comme conséquence de la crise économique, sociale et politique du pays. D'après le sociologue E. Gonçalvez, «Iemanja ne constitue pas nécessairement une fuite ou un motif d'aliénation, il s'agit de structures favorables à la manifestation d'un profond rejet des produits culturels de la société. Ces religions umbandistas sont alternatives, contestataires, différentes et opposées à la massification des croyances.»

RÉDACTION
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968-7

ÉIRÉNÉ
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Composition/impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle